

**Bureau du vérificateur général du Canada**  
**Rapport financier trimestriel**  
**Pour le trimestre terminé le 30 juin 2018**



Bureau du  
vérificateur général  
du Canada

Office of the  
Auditor General  
of Canada

**Pour obtenir de l'information, veuillez communiquer avec la :**

Direction des communications  
Bureau du vérificateur général du Canada  
240, rue Sparks  
Ottawa (Ontario) Canada K1A 0G6

Téléphone : 613-995-3708 ou 1-888-761-5953 (sans frais)  
Télécopieur : 613-957-0474  
Numéro pour les malentendants (ATS seulement) : 1-613-954-8042  
Courriel : [communications@oag-bvg.gc.ca](mailto:communications@oag-bvg.gc.ca)  
Site Web : [www.oag-bvg.gc.ca](http://www.oag-bvg.gc.ca)

ISSN 1927-1980

# Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme

## Introduction

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction conformément à l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et selon les modalités prescrites par le Conseil du Trésor. Il devrait être lu de concert avec le budget principal des dépenses. Ce rapport trimestriel n'a pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen externe.

Le Bureau du vérificateur général du Canada a une seule activité de programme : l'audit législatif. Il réalise des études et des audits indépendants qui fournissent information, avis et assurance au Parlement, au gouvernement et à la population canadienne.

## Mandat

Le vérificateur général du Canada est un haut fonctionnaire du Parlement. Il est indépendant du gouvernement et présente ses rapports directement au Parlement. Ses fonctions sont établies par la *Loi sur le vérificateur général*, la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'autres lois et des décrets en conseil. Elles consistent à réaliser des audits législatifs et, dans certains cas, à surveiller les ministères et les organismes fédéraux, les sociétés d'État, les gouvernements territoriaux et d'autres entités.

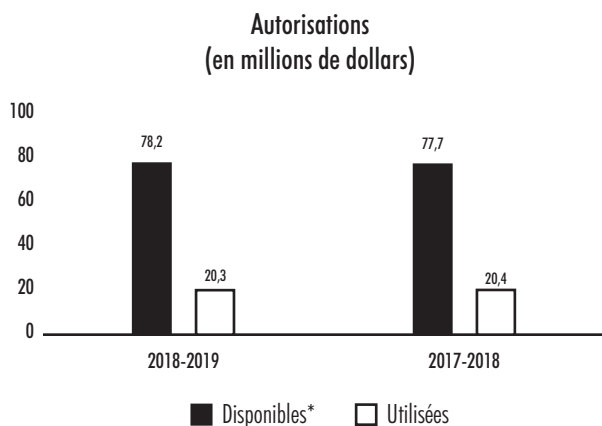
## Mode de présentation

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport présente les autorisations de dépenser du Bureau accordées par le Parlement et utilisées par le Bureau, de manière cohérente avec le budget principal des dépenses pour l'exercice 2018-2019. Ce rapport trimestriel présente de l'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser. Le Bureau utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers annuels qui font partie du processus de rapport sur les résultats ministériels. Toutefois, les autorisations de dépenser votées par le Parlement sont encore établies en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

## Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

Les autorisations disponibles aux fins d'utilisation ont légèrement augmenté en raison de récentes augmentations économiques des salaires.

---



\* Comprend seulement les autorisations disponibles aux fins d'utilisation et celles accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

---

## Risques et incertitudes

Notre base de financement ne suffit pas à faire face aux pressions croissantes des coûts liés aux audits et aux services. Bien que le Bureau se soit vu attribuer un financement permanent supplémentaire de 8,25 millions de dollars au moyen du crédit 40 du budget de 2018, ce montant ne suffit pas à répondre à nos besoins.

De plus, nous ne nous attendons pas à ce que ces fonds additionnels soient approuvés avant le deuxième trimestre. Nous examinons donc l'affectation de nos ressources afin de pouvoir réaliser tous les audits requis de la manière la plus efficiente possible à court terme et nous examinons des solutions possibles à long terme.

## Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme

Un nouvel avocat général principal a été nommé et est entré en fonctions le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Approuvé par :

Le vérificateur général du Canada,

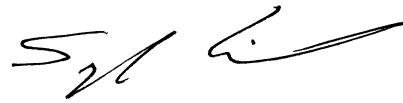


---

Michael Ferguson, CPA, CA  
FCPA, FCA (Nouveau-Brunswick)

Ottawa, Canada  
Le 29 août 2018

Le vérificateur général adjoint  
et dirigeant principal des finances,



---

Sylvain Ricard, CPA, CA

## État des autorisations (non audité)

	Exercice 2018-2019			Exercice 2017-2018		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019*	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2018	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice terminé le 31 mars 2018*	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2017	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
	(en milliers de dollars)					
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	71 688	18 144	18 144	70 929	18 257	18 257
Moins : Recettes à valoir sur le crédit	(2 660)	(112)	(112)	(2 660)	(106)	(106)
Crédit net 1 – Dépenses nettes de fonctionnement	69 028	18 032	18 032	68 269	18 151	18 151
Autorisations législatives budgétaires	9 197	2 299	2 299	9 421	2 308	2 308
<b>Autorisations budgétaires totales</b>	<b>78 225</b>	<b>20 331</b>	<b>20 331</b>	<b>77 690</b>	<b>20 459</b>	<b>20 459</b>
Autorisations non-budgétaires	–	–	–	–	–	–
<b>Autorisations totales</b>	<b>78 225</b>	<b>20 331</b>	<b>20 331</b>	<b>77 690</b>	<b>20 459</b>	<b>20 459</b>

\*Comprend seulement les autorisations disponibles aux fins d'utilisation et celles accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

## Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non audité)

	Exercice 2018-2019			Exercice 2017-2018		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019	Sommes dépensées durant le trimestre terminé le 30 juin 2018	Cumul des dépenses à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2018	Sommes dépensées durant le trimestre terminé le 30 juin 2017	Cumul des dépenses à la fin du trimestre
(en milliers de dollars)						
<b>Dépenses :</b>						
Personnel	69 704	17 562	17 562	69 169	17 245	17 245
Transports et communications	3 137	891	891	3 296	1 092	1 092
Information	561	174	174	532	160	160
Services professionnels et spéciaux	5 250	1 008	1 008	5 038	1 280	1 280
Location	1 077	735	735	1 034	722	722
Services de réparation et d'entretien	265	16	16	242	4	4
Services publics, fournitures et approvisionnements	210	26	26	268	34	34
Acquisition de matériel et d'outillage	656	29	29	752	26	26
Autres subventions et paiements	25	2	2	19	2	2
<b>Dépenses budgétaires brutes totales</b>	<b>80 885</b>	<b>20 443</b>	<b>20 443</b>	<b>80 350</b>	<b>20 565</b>	<b>20 565</b>
<b>Moins les recettes affectées aux dépenses :</b>						
<b>Sommes recouvrées</b>						
Des membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL)	(660)	(112)	(112)	(660)	(106)	(106)
De l'audit international	(2 000)	—	—	(2 000)	—	—
<b>Total des sommes recouvrées</b>	<b>(2 660)</b>	<b>(112)</b>	<b>(112)</b>	<b>(2 660)</b>	<b>(106)</b>	<b>(106)</b>
<b>Dépenses budgétaires nettes totales</b>	<b>78 225</b>	<b>20 331</b>	<b>20 331</b>	<b>77 690</b>	<b>20 459</b>	<b>20 459</b>